

L'Amicale des Vétérans

vous invite à la projection du film

L'Atlantide

« Une histoire Communiste »

Des réalisateurs

M. Trillat et M. Failevic

Vendredi 17 juin

à 14 heures à la fédération

Suivie d'un apéritif

Nous vous attendons nombreux...

LES NOUVELLES BIGORRE

Administration, rédaction:
4, rue des Haras 65000 Tarbes
Tél. 05 62 93 12 67
Fax 05 62 93 44 43

Lesnouvellesdelabigorre@orange.fr

- Directeur de la publication: Philippe Barrière
- Rédacteur en chef: Pierre Domenges
- Conception/réalisation/Impression: Midi-Pyrénées Impression - 1, allée Marc Saint-Saëns - BP 73657 31036 Toulouse Cedex 1 - Tél. 05 61 44 11 12 RCS Toulouse n° B 337 745 160
- Commission paritaire: 0409G88904

Du 28 mai au 5 juin 2011

Journées Nature
de Midi-Pyrénées



Retrouvez le programme sur
www.midipyrenees.fr



© - Brigitte BORDES

LES NOUVELLES DE LA BIGORRE

VIVRE MIEUX ICI ET MAINTENANT

Mensuel édité par l'Association De Diffusion de la Presse Démocratique Des Nouvelles de la Bigorre
Prix 1 € • Mai 2011 - N° 254

Edito

L'important : c'est le Front de Gauche et son programme

Les « réformes » pour la « modernité » de l'ultra droite qui gouverne le pays, visent à abaisser les droits acquis durement, lors des grandes luttes historiques, à économiser sur tous les services publics et sur les conditions générales de vie du peuple, pour sauver des systèmes calamiteux : le capitalisme et le néolibéralisme.

■ Les CDI cèdent de plus en plus la place aux CDD et même à des emplois de plus en plus précaires encore. La jeunesse a-t-elle une place dans cette société injuste ?

■ Les salaires de la plus grande partie de la population, ne permettent plus un loyer et une vie digne et décente.

■ La sécurité sociale rembourse moins : la carte bleue remplace trop souvent la carte vitale.

■ Les aides sociales sont diminuées voire supprimées.

■ Les assurances augmentent. Les remboursements sont revus à la baisse.

■ La hausse des prix des carburants, de l'énergie, des produits de première nécessité, enrichissent toujours les mêmes.

■ Les postes de fonctionnaires sont régulièrement supprimés.

■ Le nombre de postes d'enseignants, subit une hémorragie catastrophique, pour un projet de société, où la rentabilité est dominante, avec une évaluation constante, des performances faisant de l'autre, un concurrent à abattre.

■ Le calcul de la rentabilité l'emporte sur le droit et la justice, casse les solidarités et

■ défait le lien social.

Nous ne pouvons plus supporter tout ça : nous devons nous en mêler, dans une logique collective.

D'ores et déjà, partout dans le pays, les revendications salariales reviennent au premier plan, les questions sociales sont au cœur de toutes les demandes.

Des manifestations contre les politiques d'austérité, sont prévues fin mai.

Partout, les militants font signer des pétitions, exigeant le blocage des prix, l'augmentation des salaires et la taxation des profits.

Le Front de Gauche, est le meilleur outil pour aller de l'avant. Force est de constater qu'aux dernières élections cantonales il a progressé, notamment dans notre département haut pyrénéen. Ne soyons pas frileux, ce grand rassemblement populaire, que constitue le Front de Gauche, amènera la Gauche, vers un programme de changement économique, politique, social et humain pour 2012.

Suite page 2

Actualité

Le devenir de l'abattoir P.2

Pour changer d'agriculture P.3

Service Public Ferroviaire en déroute P.4

Hôpitaux : Notre santé en danger P.5

Lettre : Souscription P.6

Billet d'humeur : Contre le déni de pluralisme dans les médias P.6

Halte à la vie chère ! P.7

Culture

L'Atlantide P.8

Édito... suite de la page 1

Soyons lucides et vigilants pour les élections présidentielles et législatives.
Les médias, nous font glisser vers un débat, à vocation politicienne, en donnant une audience démesurée, à l'extrême droite.

La position de l'UMP, est franchement lamentable. Elle rappelle la sombre période de 1939 lorsque les forces de droite déclaraient : « *Plutôt Hitler que le Front populaire !* » Aujourd'hui, certains doivent penser : « *Plutôt le FN que le Front républicain !* » L'heure n'est plus à dire quel parti, quel leader ? Le moment est grave.

Nous sommes confrontés, au pacte de compétitivité franco-allemand, rejeté par tous les syndicalistes européens, qui prévoit :

- Le blocage des salaires avec hyper-austérité, l'allègement de la fiscalité sur le patrimoine.

- La retraite à 67 ans, l'augmentation des impôts indirects (la TVA), la réduction des déficits sonnant le glas pour les services publics.

- Les femmes et les hommes de France, sont confrontés, à la misère et la détresse.

- Les grandes multinationales et les banques se gavent avec bonheur.

Le Front de gauche, est porteur d'un autre choix de société. Le programme partagé, élaboré par le peuple et issu des "cahiers citoyens", prévoit une autre utilisation, des richesses créées et nous donne la possibilité, de nous impliquer dans l'action, pour un véritable changement émancipateur.

■ Jean-Claude DE VITA

En débat à Tarbes le devenir de l'abattoir

La majorité municipale UMP a décidé de vendre l'abattoir de Tarbes à Arcadie Sud Ouest. Pour s'en justifier, elle avance des arguments financiers: si aujourd'hui l'abattoir est légèrement excédentaire, sa mise aux normes européennes appelle de nouveaux investissements lourds pour la collectivité et par extension pour le contribuable tarbais. Dès lors on règle la question en privatisant...

La gauche et les élus communistes tout particulièrement sont opposés à la libéralisation de ce secteur de l'abattage. Pourquoi ? Parce que si l'abattoir est bien sûr une réalité économique et sociale à prendre en compte, il est un élément important de la cohésion et du développement territoriaux.

De ce point de vue, la reprise par Arcadie nous inquiète :

- Parce qu'il n'est pas le meilleur garant du code du travail. Le fait que pour acheter l'abattoir de Tarbes, le groupe n'hésite pas à se « défaire » de celui de Auch, au terme d'une convention de dix ans, nous démontre

si besoin était, que nous n'avons aucune garantie sur le fait que demain il n'agisse pas de la sorte avec Tarbes.

- Parce que le commerce de la viande, malgré le principe de traçabilité obligatoire et le travail des services vétérinaires, est reconnu pour sa complexité, ses rapports de forces voire son opacité. Le fait de passer d'un contrôle public de l'abattage à un partenaire privé dont le mode de fonctionnement répond à la seule logique du profit, marque pour nous, un recul en matière de sécurité alimentaire.

- Parce que des incertitudes existent quant au traitement des produits issus de l'agriculture et de l'élevage local : Quelle place pour l'abattage de l'élevage ovin à Tarbes et dans le département, alors qu'Arcadie a décidé de concentrer sa production sur l'élevage porcin et bovin ? Plus généralement comment intégrer la spécificité et la qualité haut-pyrénéenne face à un groupe dont la démarche d'abattage s'apparente à un abattage à la chaîne intensif ?

Sur les alternatives possibles à la reprise par Arcadie Sud Ouest

On peut discuter la situation financière de l'abattoir de Tarbes. De tout temps un abattoir a représenté un coût certain pour la collectivité mais a constitué également un atout réel pour un territoire. Les abattoirs ont été municipalisés dans l'après guerre ; et ce mouvement est à mettre à l'actif des conquêtes sociales de l'époque. Ces vingt dernières années, la tendance s'est inversée; ainsi dans le grand sud ouest, les abattoirs restant entités municipales se comptent sur les doigts d'une main.

À Tarbes comme ailleurs la préservation d'un abattoir municipal a toujours été l'objet d'une lutte féroce ; Raymond Erraçarret rappelant l'autre jour, que dans les années 90, il avait trouvé auprès de Christian Blanc, alors préfet du département, un partenaire ponctuel pour préserver Tarbes.

Aujourd'hui comme hier il est besoin d'examiner et de travailler avec force des alternatives possibles au scénario proposé par le maire de Tarbes.

Ainsi, si comme nous le pensons, cette question des abattoirs participe pleinement du développement de notre département ; alors la ville doit poser la question de sa pérennité au-delà de l'enceinte municipale et travailler alors à un projet de financements croisés (Grand Tarbes, Conseil Général 65 pour ne citer qu'eux). Le département de l'Allier est en train de travailler cette piste en soutien à l'agriculture locale.

- Une autre piste serait une reprise de l'abattoir sous une forme coopérative; une Société Coopérative d'Intérêt Collectif permettrait d'ouvrir ce financement aux collectivités locales mais cela nécessite cependant une implication collective de l'ensemble des acteurs de l'abattage.

Pour conclure, soulignons que si la gauche tarbaise est farouchement opposée cette nouvelle privatisation, qui s'inscrit dans la logique de la majorité municipale de brader un à un les biens municipaux et de dégager par ce biais les moyens de maintenir la politique de façades et d'apparat entretenue par Gérard Trémège depuis 2001.

Après l'eau et l'assainissement, non décidément nous refusons de considérer que l'abattage de la viande ne peut être qu'une affaire d'argent !

■ Marie-Pierre VIEU

HALTE À LA VIE CHÈRE !



La hausse des prix et la baisse du pouvoir d'achat asphyxient les Français-es alors qu'au même moment les entreprises du CAC 40 enregistrent des bénéfices records! Le PCF a décidé de lancer une grande campagne dans tout le pays contre la vie chère et pour l'augmentation générale des salaires. Les présidents des grands groupes du CAC 40 (Michelin, l'Oréal, LVMH...) ont augmenté leurs salaires de 24 %. ET VOUS!

Augmentons les salaires

Nicolas Sarkozy, grand « sauveur » du pouvoir d'achat, propose une prime aux salariés, c'est encore une imposture sociale et une arnaque de la part de l'UMP! L'écrasement des salaires ne touche pas que la sphère du privé, les fonctionnaires voient leurs salaires gelés depuis maintenant 2 ans: la droite appauvrit ceux qui servent le bien public. **Le PCF propose l'augmentation générale des salaires - de l'ouvrier à l'ingénieur - des indemnités du chômage et des retraites en diminuant la part des profits des entreprises qui est aujourd'hui détournée par la finance. Il propose l'augmentation immédiate du SMIC à 1 600 € bruts.**

CE CADDIE VOUS EST OFFERT PAR L'UMP



Bloquons les prix

Le coût de l'énergie, des produits alimentaires et les loyers ne cessent d'augmenter alors que les salaires stagnent, parfois depuis plusieurs années. Le prix du gaz a augmenté de 60 % depuis 2004, le prix de certains produits alimentaires de près de 20 % en un an. Quant au logement, les chiffres donnent le vertige. Ce n'est plus supportable! **Le PCF demande le blocage des prix de l'énergie et des produits de première nécessité et la limitation du montant des loyers à 20 % du revenu des familles.**

Changer l'utilisation de l'argent: c'est possible!

On nous répète qu'il n'y a pas d'argent, et pourtant les entreprises du CAC 40 ont versé en 2010 près de 40 milliards de dividendes à leurs actionnaires! On nous dit qu'il n'y a pas de problème de répartition des richesses et pourtant, Liliane Bettancourt (2^e fortune de France) paye 4 % d'impôt, c'est-à-dire le même taux qu'une personne qui gagne 1 300 € par mois.

Le PCF propose une grande réforme de la fiscalité pour taxer les plus hauts revenus. Il propose notamment la suppression des dizaines de milliards d'euros de niches fiscales qui profitent aux plus aisés. Il propose aussi la mise en place d'un pôle public bancaire composé de banques nationalisées avec de nouveaux droits d'intervention des salariés pour changer l'utilisation de l'argent. Avec cet outil, nous voulons développer une maîtrise publique des crédits qu'elles accordent pour financer les investissements qui répondent aux besoins sociaux.

La campagne du PCF pour le pouvoir d'achat a commencé à Tarbes

Les communistes de cette ville ont engagé cette action en faisant du porte à porte et en étant présents sur le marché. En pleine affaire Strauss Kahn, nous nous sommes rendu compte du décalage entre le battage médiatique de cette affaire et les préoccupations des gens.

Le pouvoir d'achat est bien la leur. En témoigne l'accueil que nous avons reçu sur le marché et au porte à porte. Notre tract dénonçant le hold-up de leur revenu pour engraisser la finance était bien perçu et la pétition réclamant des hausses de salaire, de pension, de minima sociaux, a recueilli

presque 100 % de signataires et nous avons obtenu plus de 200 signatures en 2 jours avec 6 camarades. Si tous les communistes se mettent dans cette action nous pouvons faire un tabac.

LETTRE souscription

Le résultat obtenu par le Front de Gauche, aux élections cantonales est remarquable ; il nous place en deuxième force politique de gauche, dans notre département.

Cette élection, a permis aussi à notre camarade Jean Buron de devenir Conseiller Général.

Bien sûr, nous devons continuer nos luttes afin d'obtenir d'autres victoires.

Je remercie chaque militante et chaque militant d'avoir participé efficacement à ce succès.

Un travail énorme a été réalisé à la Fédération de Tarbes et à la fin de la campagne électorale le matériel de tirage et de pliage est tombé en panne.

Les membres du collège exécutif réunis le 29 mars 2011 ont décidé de remplacer le dupli copieur ancien et défectueux par un dupli copieur numérique plus récent et procéder à la réparation de la plieuse afin de rendre le travail militant plus efficace et aussi plus performant.

Ce dupli copieur numérique Riso 370 a servi 6 mois, il est garanti 5 ans et le coût s'élève à 4200 euros ttc et la réparation de la plieuse est de 1000 euros.

En qualité de trésorier de la Fédé je propose d'ouvrir une souscription aux communistes et aux sympathisants afin d'aider la Fédération pour cette réparation et cet achat, onéreux certes, mais très utiles, pour mener la bataille des prochaines élections.

Je compte sur votre compréhension et votre conscience politique pour réussir cette souscription.

Je vous prie de faire parvenir votre participation à la Fédé. Les chèques doivent être établis à l'ordre de A.D.F. sachant, que 66% des sommes versées, sont déductibles des impôts.

■ J.-C. DE VITA
Trésorier départemental

BILLET D'HUMEUR Contre le Déni de Pluralisme dans les Médias



Normalement, dans toute société démocratique, les médias publics doivent être pluralistes et leurs moyens d'expression et de communication doivent être essentiels à son fonctionnement.

La presse d'opinion doit animer le débat démocratique et aider les citoyens à construire leurs propres opinions politiques. L'éthique d'information est nécessaire et doit être exacte, sans subir aucune influence. En effet, la démocratie ne peut s'exercer que si les médias sont libres de toute emprise gouvernementale, économique, financière et de toute pression politique.

Pourtant force est de constater que la liberté d'expression est bafouée et qu'une censure est faite à l'encontre du Parti Communiste Français. Nous vivons dans un apartheid médiatique ou le débat d'idées n'a plus sa place !

De tels procédés sont inqualifiables, privent les citoyens de leurs libertés de penser et les prennent pour des individus aux cerveaux ramollis en incapacité d'analyse politique. Bientôt les élections présidentielles puis en suivant les élections législatives, et à en croire les médias, seuls Droite, PS et FN seraient sur les starting-blocks...

Mais au pays de Tartuffe le déni de pluralisme ne serait-il pas roi ??

■ Yvette LESAGE

Pétition en ligne sur :<http://fedepcf65.free.fr/>

POUR CHANGER D'AGRICULTURE il faudra changer de circuit d'approvisionnement et de mode alimentaire !

Les discussions entre militants progressistes ou censés l'être, toujours très attentionnées concernant la volonté affichée de s'alimenter sainement et de proximité ou alors elles tournent rapidement à la conclusion du café du commerce, « le bon, c'est cher ».

Est-ce à dire que les choix ne sont guidés que par le psaume « chez auchaclerc c'est moins cher », et là tout est possible pour 5 kgs de saucisses en promotion vous avez le droit à un billet de tombola pour gagner des merguez ! La balade du caddie hebdomadaire chez ladyprice concerne 85 % des consommateurs dont certains sont ravis de trouver des produits de la ferme de chez Mamette en s'avouant impuissants du prix payé à Mamette et des conditions de travail imposés aux salariés par les vendeurs de low coast discount. **Cela me rappelle l'article récent et oh combien rafraî-**

chissant de mon ami Pierrot sur « on veut bien de la culture avec un grand cul mais au parvis ou au CGR »... circulez pour la culture populaire.

La question du pouvoir d'achat est certes un paramètre à prendre en compte surtout quand on sait que le budget alimentaire moyen des ménages concerne 14% de leur budget total derrière celui de l'audiovisuel... Les Low coast discounters ne s'y trompent pas, les rayons de plats préparés ont doublé en dix ans, faites le calcul de toutes les cochonneries que vous achetez gavées de E 7654 ou de graisses insaturées et de sucres. Quand vous achetez des céréales brutes ou des légumes frais, des légumineuses peut être vous n'explosez pas votre budget mais, car il y a un mais, cela vous obligera à cuisiner des aliments qui ont une histoire qui commence dans les champs. Cela voudra aussi certainement dire que

vous pouvez avoir la capacité d'acheter différemment et dans d'autres circuits de distribution, là où vous avez l'assurance que le travail est **justement rémunéré, (AMAP, Groupement Bio, marché de plein-vent...)**. Cela ne devrait pas poser trop de problèmes aux militants progressistes. Pour faire clair la proximité est un atout pour vous achalander si et seulement si la traçabilité est assurée. Par exemple ce n'est pas parce que vous achetez du poulet label quelque chose à votre voisin fermier qu'il vous garanti que ce dit poulet n'a pas dégusté sa ration de soja OGM ou que son maïs n'a pas subi de traitement chimique. Les aliments sont bon à penser encore faut-il que l'on soit décidé à **penser pour manger**. Loin de moi l'idée de vous faire culpabiliser sur le contenu de vos assiettes cela deviendrait indigeste, le chemin appartient à chacun sur la gestion de son estomac, par contre les collectifs organisés seraient enfin inspirés d'être militants et conscients dans leurs actes d'achats. Dans de nombreuses villes il y a des élus Front de Gauche qui pourraient proposer des produits Bio du territoire pour garnir éthiquement et sainement les assiettes des pitchouns. Dans les associations, les syndicats, les partis, il y a plusieurs fois dans l'année des repas fraternels, ce serait équitable que les achats alimentaires proviennent des champs des paysans qui travaillent proprement. Surtout ne nous dites pas maintenant que vous ne savez pas à qui vous adresser car on ne va pas vous croire ! De ces actes enfin oui, pour sortir du péremptoire on pourra peut-être ensemble orienter une autre agriculture, allez bon appétit !

■ Pascal LACHAUD
Coordinateur du GAB 65



Le service public Ferroviaire en dérouté

Les politiques d'austérité, de libéralisation, prônées par Bruxelles et appliquées par les États membres engendrent pour les citoyens, régression sociale, démantèlement des services Publics. **Les choix de libéralisation des services publics et notamment du transport ferroviaire à l'échelle européenne, prennent leur source dans une volonté dogmatique de privatisation, au détriment de la réponse aux besoins des populations et de l'intérêt général.**

Les privatisations du secteur de l'eau, d'EDF/GDF, de France Télécom, de La Poste ont été payées au prix fort par les usagers et les salariés, afin d'enrichir encore et toujours les actionnaires. Dans le même temps, la qualité de service a fortement baissé et les tarifs ont explosé.

C'est pourtant avec cette même logique que le service public Ferroviaire est attaqué.

Après le Fret livré à la concurrence, avec les résultats que l'on connaît pour l'entreprise publique SNCF, c'est autour du trafic voyageurs et précisément celui des trains régionaux d'être menacé.

Le rapport « Grignon » du nom du Sénateur UMP, préconise l'ouverture à la concurrence des TER Motivé uniquement par la rentabilité financière, ce rapport préconise l'ouverture totale du transport régional de voyageurs avec comme premières étapes des expérimentations sur certaines lignes.

L'objectif étant de livrer aux appétits du privé des lignes dites rentables pour ne laisser à l'opérateur public SNCF que les lignes qualifiées de déficitaires.

Mais ce n'est pas tout !!

Une nouvelle directive est en cours d'élaboration, au cœur de celle-ci, le dépeçage de l'entreprise publique SNCF y est accéléré. Sous couvert de l'organisation d'un marché des chemins de fer « libre et non faussé » et au prétexte d'assurer un accès libre et non discriminatoire aux installations, il est prévu :



- **La remise en cause du statut d'Entreprise Publique à Caractère Industriel et commercial (EPIC) de la SNCF.** Ce qui reviendrait, à l'instar de ce qui s'est fait à La Poste, France Télécom ou EDF/GDF, à demander la transformation de la SNCF en Société Anonyme, prélude à sa privatisation.

- **La séparation totale des missions de gestionnaire d'infrastructure de celles de l'entreprise ferroviaire et la priorité donnée aux Partenariats Public Privé (PPP) pour développer les infrastructures** (par le biais de plusieurs amendements présentés par quelques eurodéputé(e)s Cela reviendrait à séparer de façon définitive le gestionnaire d'infrastructure de l'entreprise ferroviaire afin que celle-ci n'en exerce plus aucune mission...

- **La séparation totale des gares de la SNCF** Cela reviendrait à filialiser les services en gare (vente, escale, etc.)

- **La séparation des Ateliers de maintenance de la SNCF** (Article 56 du projet et plusieurs amendements d'eurodéputé(e)s). Cela reviendrait à filialiser,

avant de privatiser, l'ensemble des ateliers de maintenance du matériel.

Ce qui est grave, c'est la volonté d'une main mise de la commission Européenne sur les affaires ferroviaires nationales, sans contrôle démocratique, par le parlement Européen d'une part et par la représentation Nationale d'autre part.

Les services publics appartiennent à la nation, c'est au non de ces valeurs, que les Eurodéputés du groupe GUE (Gauche Uni Européenne), que nos députés et Sénateurs communistes et PG du groupe du Front de gauche se battent sans relâche contre ces politiques ultralibérales. Donnons du poids à leur action par nos mobilisations. Ensemble ne nous laissons pas déposséder de biens communs que sont les services publics. ■

Les Hôpitaux Notre santé en danger

L'Agence Régionale de Santé de Midi-Pyrénées veut imposer la fermeture de services hospitaliers dans notre département, et regrouper toutes les activités de MCO (médecine, chirurgie, obstétrique) sur un seul site.

Ce site se trouverait à côté de la clinique Ormeau Pyrénées afin de créer un pôle public privé ou le privé avec ses dépassements d'honoraires se chargerait des soins rentables et l'hôpital qui ferait le reste. Tout cela au nom de l'efficacité économique.

Les hôpitaux de Lourdes et Lannemezan perdraient leur caractère d'hôpital de proximité pour se spécialiser : soit en soins longue durée ou en psychiatries.

Dans notre département sera-t-il possible de soigner, de répondre aux urgences, de mettre au monde des enfants, si il existe un seul hôpital à Tarbes pour couvrir le département.

Pas à pas les élus locaux, l'état avaient mis en place dans notre département un système hospitalier qui répondait aux critères de qualité, de gratuité, de proximité. Ces réalisations sont peu à peu mises à mal par des politiques de démolition de l'hôpital public.

En organisant la pénurie de médecins par le maintien volontaire du numerus clausus à un niveau ridiculement bas.

En fabricant de toutes pièces le « déficit » de la sécurité sociale, notamment par l'exonération de cotisations sociales (70 milliards d'euros par an).

En privilégiant le recours à une assurance privée plutôt que le financement collectif et solidaire de la santé par la sécurité sociale.

En créant la Tarification à l'Activité, véritable outil de privatisation de la santé.

Les usagers des hôpitaux ne restent pas inactifs pour faire reculer le pouvoir et son bras armé l'ARS. Ils ont créé des comités de défenses de leur hôpital, à Lourdes, Tarbes, Bagnères et Lannemezan. De multiples initiatives ont déjà permis de faire connaître la gravité de la situation à la population et aux élus. Lettres aux maires pour qu'ils votent une motion, manifestations dont les 2 dernières des 12 mars et 2 avril 2011 ont fortement mobilisé. Face à cette casse, à ce déni de démocratie, les parlementaires, les conseillers généraux, les maires doivent appuyer les initiatives prises par les comités de défense des hôpitaux réunis dans le collectif Hôpital Santé 65.

L'heure n'est pas à défendre sa baronnie, à répondre aux sirènes des médecins de la clinique privée ? L'heure est à la lutte pour le maintien et le développement des hôpitaux de proximité.

Face à une loi inique qui met en danger la santé des Français il n'y a pas de faux-fuyant. Il faut combattre la loi Bachelot, fut-elle votée, ici et au plan national.

Les communistes dans cette bataille sont dans le mouvement avec leurs propositions pour sauver les hôpitaux de proximité. ■

